

2 février 2015

Réactions à mon texte « Syriza, de l'espoir à l'appréhension » **Victoire toute relative et pesanteur du consumérisme**

Mon court article à propos de l'espoir et de l'appréhension causée par la victoire électorale de Syriza en Grèce¹ a provoqué quelques réactions que voici :

« Ton texte est intéressant. J'ai une observation qui me vient souvent à l'idée ces temps-ci. De tous les horizons et de toutes les organisations la plupart des gens en viennent à accepter en bout de ligne de fonctionner dans le cadre dans lequel nous vivons, sauf de petites minorités que l'on n'entend pas ou un mouvement comme le mouvement intégriste musulman qui prône à sa manière de faire sauter la baraque. Ce conformisme nous vient notamment de l'échec en bout de ligne des expériences socialistes devenues des dérives autoritaires, la mondialisation et l'uniformisation, mais y a t'il d'autres raisons pour ce conformisme ambiant et mondial ? »

*« J'ai l'impression que pour une majorité, l'**espoir** c'était de se débarrasser des conservateurs/néo-libéraux comme ça l'est ici pour la "gauche" canadienne et québécoise pour Stephen Harper; l'**appréhension** c'est: pourra-t-on reprendre le modèle consumériste vaguement social-démocrate (lutte entre un capitalisme à visage humain contre le capitalisme de prédation) après cette descente aux enfers. C'est sur ce terrain que se jouera la progression de l'anticapitalisme vers une société alternative. Les gauches radicales sauront-elles construire sur les acquis des dernières années? Voilà le grand défi militant pour l'instant. »*

« Calme-toi, Marc. Ce n'est qu'un début... <http://tinyurl.com/kdj275k> »

Ce dernier lecteur zen, se basant sur un article du journal britannique social-démocrate The Guardian célébrant la mise en place des certaines mesure du programme de Thessalonique, accueille la victoire de Syriza comme le premier pas d'une marche triomphale. On a vu un tel genre de réaction, à divers degrés, suite à la victoire électorale du chavisme au Venezuela en 1998, encore plus quand le prolétariat l'eut sauvé d'un coup d'État en 2002, suite aux victoires électorales de Lula du PT à la présidence brésilienne en 2002, du MAS bolivien en 2006 et de Rafael Correa à la présidence de l'Équateur aussi en 2006. Si on veut remonter un peu plus loin dans le temps, on peut invoquer le même type de réaction lors de la victoire électorale, en 1981, de Mitterand à la présidence de la France gouvernant avec l'union des Partis socialiste et communiste et, *last but not least*, la victoire électorale du PQ en 1976.

Toutes ces victoires électorales furent la conséquence de vastes mobilisations populaires, dans certains cas pré-révolutionnaires — pensons à la grève du secteur public en 1972 au Québec qui donna lieu, très brièvement, au contrôle prolétarien de villes moyennes et de postes de radio — , qui ne purent aboutir à une conquête du pouvoir par la rue sur la base de l'auto-organisation. Il a bien fallu que les nouveaux régimes en place, tant par conviction que par obligation de rapport de forces, implantent à court terme un certain nombre de mesures progressistes indépendamment de la mauvaise humeur de la bourgeoisie. Pensons à certaines lois péquistes précédant le référendum de 1980 : la Charte de la langue française, la Loi sur le financement des partis politiques, le droit à la non-discrimination des homosexuels, la loi anti-briseurs de grève, la loi sur la protection du territoire et des activités agricoles, la création de la Société de l'assurance automobile du Québec, la loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la création du ministère de l'Environnement.

Les plus anciens de ces régimes, cependant, tôt ou tard, virèrent à droite et pas à peu près (Québec, France, Brésil). Pensons au coup fourré anti-syndical du PQ en 1982. La plongée du prix du pétrole et des matières premières remet en cause les acquis populaires dans les pays extractivistes andins cités, surtout au Venezuela. Pourquoi? Parce que leurs victoires électorales a servi à sauver la domination capitaliste², malgré la colère des secteurs les plus réactionnaires, au

¹ Voir mon site web « [Syriza, de l'espoir à l'appréhension](#) », 28/01/15

² Au Venezuela, la mobilisation populaire contre le coup d'État en 2002 puis celle contre la grève réactionnaire du pétrole en 2003 ont donné à la présidence Chavez un caractère bonapartiste (une

prix de concessions immédiates, parfois importantes, soulageant les plus pressants besoins populaires. Le pouvoir capitaliste, à bien distinguer de la majorité électorale ou de la mainmise sur la présidence par la gauche plus ou moins radicale, restait en place et, soutenu par les grandes puissances et leur imposition du libre-échange et *tutti quanti*, prépare son retour « à la normale » quand il n'est pas extrêmement brutal comme au Chili en 1973.

Le soutien, malgré tout, d'une grande partie des anticapitalistes à ces régimes très populaires du moins à leur début — il y a une très grande réticence anti-sectaire de la part des anticapitalistes à aller contre le sentiment majoritaire du prolétariat quoique l'emprise du nationalisme, l'arme idéologique par excellence de la bourgeoisie, les y contraigne souvent — tient à des raisons de gains sociaux et démocratiques immédiats et à la possibilité, comme le démontre la victoire électorale du Front populaire français en 1936, d'un encouragement à une remobilisation populaire qui entraîne des gains dépassant la volonté du nouveau gouvernement de gauche. Reste que même là, le gouvernement du Front populaire a su arrêter la grande grève générale avec occupation d'usines avant que le processus d'auto-organisation ne parvienne à l'étape d'un double pouvoir. La résultante en a été une remise en cause rapide de plusieurs réformes pavant la voie à un retour de la droite³. En termes de prise de pouvoir par le prolétariat, le bilan de ce type de régime est en suspens. Favorise-t-il ou non l'auto-organisation jusqu'à la prise de pouvoir par la rue en passant par une étape de double pouvoir? Ça reste une analyse concrète de cas concret pleine d'aléas et de rebondissements... et très propice à de vigoureux débats.

C'est cette hésitation stratégique qui explique pourquoi les anticapitalistes grecs, organisés en un grand nombre de petites organisations, se rassemblent soit à l'intérieur de Syriza sur son aile gauche, soit à l'extérieur dans l'organisation Antarsya... ce à quoi il faut ajouter la mouvance anarchiste non négligeable en Grèce. C'est d'ailleurs cette aile gauche qui signale que la victoire de Syriza est moins populaire qu'il n'y paraît comme l'explique Stathis Kouvelakis, membre du comité central de Syriza et membre dirigeant de sa « plate-forme de gauche » :

« Par ailleurs, pour avoir vécu beaucoup de soirées électorales dans le centre ville d'Athènes, je dois dire que celle-ci a mobilisé assez peu de monde comparée aux soirs de victoire du Pasok [parti sociale-libérale de l'alternance ayant finalement appliqué la politique de la troïka, NDLR] dans les années 1980-1990. [...]

« Même si les 8,5% d'écart avec la ND sont un résultat important, il faut rendre compte des raisons de cette dynamique de moindre ampleur qu'espérée. Les résultats laissent voire une tendance frappante : si, au niveau national, Syriza progresse de près de 10 points par rapport à juin 2012, ou aux européennes, sa progression est nettement moindre dans les grandes centres urbains (avant tout Athènes et Thessalonique), de l'ordre de six points. [...] La poussée de Syriza s'est donc avant tout effectuée dans les zones rurales et semi-urbaines ainsi que dans les moyennes villes de province, dans une Grèce plus conservatrice et "légitimiste"... [...]

« Ce fait est sans doute à mettre en parallèle avec le fait que le KKE [Parti communiste] enregistre une progression, certes limitée (+1% par rapport à juin 2012), ainsi qu'Antarsya (qui passe de 0,33 à 0,64%), progression qui concerne essentiellement les grands centres urbains. Syriza a donc bien subi des pertes "sur sa gauche", pour une modeste part, et, surtout, n'a pas su mobiliser d'importantes réserves parmi les abstentionnistes (le taux de participation national reste modeste, de l'ordre de 64%). [...]

« Les caisses sont vides, plus que prévu, les recettes de l'État s'effondrent. Il apparaîtra très vite que le financement prévu du "programme de Thessalonique" reposaient sur des estimations largement surévaluées, ou fausses, dont le but était de laisser croire qu'il était réalisable... [...]

« La marge de manœuvre est donc étroite mais les ambiguïtés n'ont qu'un temps. La société reste pour l'instant passive [l'intensité des luttes a beaucoup baissé depuis 2012, NDLR], mais les attentes sont très concrètes et très fortes. Une tâche redoutable attend les forces qui sont conscientes des dangers et déterminées à défendre les points clé du programme de rupture avec l'austérité qui est celui de Syriza. Plus que jamais il deviendra clair qu'entre la confrontation et le reniement l'espace

présidence à cheval entre la bourgeoisie et le prolétariat) qui a finalement débouché sur une collusion, non encore consolidée, entre la bureaucratie étatique et la bourgeoisie aux dépens du peuple.

3 L'article « [Front populaire \(France\)](#) » du Wikipédia francophone, malgré un parti-pris favorable au Front populaire, donne un révélateur déroulement des événements.

est proprement inexistant. Le moment de vérité est imminent. »⁴

Il faut donc savoir garder son calme face à la victoire électorale de Syriza et ne pas se laisser exciter par des gains immédiats même s'il faut s'en réjouir. Les deux autres interlocuteurs s'inquiètent du conformisme consumériste qui ruine toute tentative de sortir du capitalisme. Je leur concède qu'historiquement les moments révolutionnaires ou pré-révolutionnaires ont toujours été de rares moments d'accélération historique mais bon Dieu qu'ils ont pu changer la face de la terre quand ils ont abouti malgré les contre-chocs « thermidoriens ». On pense aux grandes révolutions anti-féodales (Pays-Bas, Angleterre, États-Unis, France) et celles anti-capitalistes (Russie, Chine). Je leur concède aussi que ces moments ont disparu depuis les échecs portugais et nicaraguayen en 1975 et 1979. Mais il faut admettre que les tentatives révolutionnaires du monde arabe et les mouvements des places en 2011 et 2012 ont laissé entrevoir une espérance laquelle s'incarne aujourd'hui dans Syriza et Podemos en opposition à la montée de l'extrême-droite comme solution du désespoir. Reste, comme le dit un dirigeant de la Quatrième Internationale :

« Alors que la crise des années 1930 allait provoquer une croissance des courants du mouvement ouvrier dans toute leur variété (réformistes, staliniens, révolutionnaires, anarchistes), l'inverse se produit aujourd'hui : la crise ouverte en 2008 entraîne dans une spirale dépressive tous les courants de la gauche et du mouvement ouvrier. Cette crise est globale et ne peut être réduite à une crise de direction conjoncturelle. Elle questionne l'existence même de la gauche traditionnelle. »⁵

La futée bourgeoisie a su intégrer le prolétariat organisé dans ses griffes. Si les bureaucraties syndicales, populaires et des partis de gauche dominant à ce point les organisations prolétariennes et populaires c'est que le consumérisme rendu possible par la production à la chaîne, la « société spectacle » rendue possible par le *broadcasting*, le joug de l'endettement des ménages, la précarisation des emplois brisant la solidarité prolétarienne, la viabilité des pensions dépendant des « marchés » et la fragilisation de la protection sociale paralysent l'initiative du prolétariat en l'emprisonnant matériellement dans le bouclage des fins de mois et en polluant son esprit par l'idéologie individualiste de la propriété privée pavant la voie au sexisme et au racisme. L'antidote à l'approfondissement de la crise du capitalisme dans ses facettes économique, écologique et démocratique suffit pour provoquer d'impressionnantes levées de bouclier, dont notre Printemps érable de 2012. Mais l'échec cuisant et profond du « socialisme du XX^{ie} siècle » tant dans ses versants « communiste » que social-démocrate a laissé un vide programmatique et organisationnel que n'ont pas rempli les trop courtes élaborations et trop brèves expériences débutant avec l'altermondialisme et « l'indignation » du nouveau siècle. La longue nuit néolibérale depuis 1980 a provoqué une abyssale carence de connaissance et d'expérience.

Côté organisationnel, l'horizontalisme sans stratégie ni programme n'est pas une alternative au verticalisme bureaucratique mais un cul-de-sac. La structure organisationnelle de Podemos et de Syriza ne règle rien. Celle de Podemos est un caricatural collage étagé entre une base horizontaliste issue du mouvement des Indignées et un sommet quasi autoproclamé, avec un droit de dissidence restreint, sur lequel trône un secrétaire général tout puissant. À Syriza se dessine le règne d'un chef charismatique ignorant les instances élues du parti pour faire reposer son pouvoir sur son conseil des ministres et sa députation. Rien de nouveau sous le soleil. Côté programme, la tonitruance antilibérale des origines, mais jamais anticapitaliste, laisse place à un keynésianisme social-démocrate du type « vive la croissance, au diable la planète » que seul l'inflexible néolibéralisme guerrier rend scandaleux. Sans l'irruption d'un raz-de-marée populaire non seulement grec ou espagnol mais aussi européen et au-delà, même ces bonnes intentions de plein emploi polluant finiront dans le marais social-libéral. On revient de loin. Il faut y mettre le temps mais le temps presse.

4 Stathis Kouvelakis, [Au lendemain de la victoire électorale de Syriza : difficultés et problèmes](#), site ESSF, 26/01/15

5 François Sabado, [La fin d'une époque – « La gauche traditionnelle est en train de disparaître. Pour reconstruire, il faut du neuf, de nouvelles perspectives historiques »](#), revue Contretemps par ESSF, 24/01/15

Marc Bonhomme, 2 février 2015
www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca